

**SUJET DU MEMOIRE : HISTORIQUE DU CONFLIT  
ISRAELO-ARABE**

Mémoire présenté au  
Collège Interarmées de Défense  
Préparé sous la direction de  
Monsieur l'ambassadeur de France Marc BONNEFOUS

PARIS  
2002

## INTRODUCTION

Tant la question est centrale, il est normal de commencer l'étude du Proche-Orient en faisant l'historique de ce conflit.

En effet, même si l'Etat d'Israël est encore trop jeune pour que l'on puisse parler d'une guerre de cent ans, voire plus, néanmoins depuis sa naissance, c'est une guerre chronique qui l'oppose aux populations arabes de la région voire même aux musulmans du monde entier, en dépit de tentatives de paix jusqu'à présent infructueuses.

Ce conflit oppose l'Etat d'Israël créé en 1948 à ses voisins et aux populations palestiniennes déplacées depuis cette date, qui sont tous arabes et regroupés au sein de la Ligue Arabe<sup>1</sup>.

Cependant depuis 1979 et l'avènement de la République Islamique d'Iran, ce pays non arabe joue un rôle non négligeable dans son déroulement en armant et soutenant des opposants arabes de l'Etat israélien au nom de la solidarité islamique. Le rôle de l'Iran bien que pays non arabe ne pourra donc être passé sous silence. De plus l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI), créée en 1972, qui comprend 45 Etats, c'est à dire environ un quart des Etats membres de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et un tiers des pays de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) soutient la cause palestinienne.

N'oublions pas non plus qu'Israël n'est pas seul et peut compter sur le soutien de la première puissance mondiale : les Etats-Unis, ainsi que sur des groupes de pression constitués en solides réseaux implantés essentiellement en Europe occidentale. Alors que dans le cadre de l'ex monde bipolaire, les pays arabes et les Palestiniens se sont longtemps appuyés sur le soutien de l'Union Soviétique, le Proche-Orient devenant ainsi un autre champ de confrontation Est/Ouest jusqu'à la fin des années 80.

De plus, si ce n'est pas une guerre mondiale au sens des deux premières, c'est tout de même une guerre qui concerne tout le monde, car si certes les armées ne se sont affrontées que

---

<sup>1</sup> Ligue Arabe : organisme constitué le 22 mars 1945, sur la base de la solidarité des pays arabes, par l'Egypte, la Syrie, le Liban, l'Irak, la Transjordanie (aujourd'hui la Jordanie), l'Arabie Saoudite et le Yemen, auxquels se sont joints la Libye (1953), le Soudan (1956), la Tunisie et le Maroc (1958), l'Algérie (1962), et aujourd'hui outre les Etats précités, en font partie : le Koweït, Bahreïn, Oman, le Qatar, les Emirats arabes unis, la Mauritanie, la Somalie, l'O.L.P. et Djibouti.

quatre fois en batailles rangées et uniquement de façon locale, un très grand nombre de pays ont eu à souffrir du contrecoup terroriste ou énergétique.

L'historique d'un conflit ne peut être abordé que sous une forme chronologique sous peine d'un manque d'objectivité et d'un non respect de l'histoire, nous aborderons donc la question ainsi. Dans l'histoire de ce conflit, on peut distinguer deux phases : une première durant laquelle les pays arabes et Israël s'opposent par les armes à quatre reprises ; une deuxième où un homme, M. Yasser ARAFAT, s'impose à la tête du peuple palestinien et de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP)<sup>2</sup>, prend en main le destin de ce peuple toujours sans Etat, alors que dans le même temps le front des pays arabes se fissure et que débute un processus de paix parrainé par les Etats-Unis, que nous étudierons jusqu'à la fameuse poignée de main entre MM. RABIN et ARAFAT à Washington en 1993.

En effet, si le conflit israëlo-arabe est chronique, ne pouvons-nous pas affirmer, pour rester optimiste, qu'il existe quand même depuis l'année charnière de 1974, en dépit de la persistance du conflit, un processus de paix sous-jacent ?

Nous répondrons à cette question en séparant nos deux parties chronologiques par l'année 1974.

Ainsi la première partie de 1948 à 1974 relatera les quatre guerres israëlo-arabe, l'unité des pays arabes dans ces conflits et l'ascension de M. Yasser ARAFAT en temps que responsable et chef de file du peuple palestinien (I) ;

La deuxième partie de 1974 à 1993 décrira la désunion arabe et le processus de paix en cours (II).

---

<sup>2</sup> L'OLP est créée en 1964 par M. Ahmed CHOUKEÏRI, protégé et soutenu par l'Egypte, il rejette la résolution 181 de l'Assemblée générale des NU du 29 novembre 1947 créant un Etat juif et un Etat arabe en Palestine.

## PLAN

### I) 1948-1974, LES QUATRE GUERRES ISRAELO-ARABES, L'UNITE ARABE, ET L'ASCENSION DE M. ARAFAT p.7

#### A - 1917-1967 : L'IMPLANTATION ET L'EXTENSION DE L'ETAT D'ISRAËL p.7

##### 1 - La création de l'Etat d'Israël p.7

- a) Historique p.8
- b) La première guerre israëlo-arabe et l'exode des Palestiniens p.9

##### 2 - Les conquêtes territoriales d'Israël p.11

- a) La deuxième guerre israëlo-arabe et l'absence des Palestiniens sur la scène régionale et internationale p.11
- b) L a g u e r r e d e s « s i x j o u r s » p.13

#### B - LA SUPREMATIE MILITAIRE D'ISRAËL ET L'ASCENSION DE M.ARAFAT p.14

##### 1 - La consécration de M. Yasser ARAFAT en tant que chef de l'OLP p.14

- a) L'ascension de M.ARAFAT à la tête de l'OLP p.14
- b) La reconnaissance internationale de l'OLP p.15

2 - L'établissement de la suprématie militaire d'Israël p.16

- a) L a g u e r r e d u « Kippour » p.16
- b) 1974 : une année charnière p.17

II) 1974-1993, LA DESUNION ARABE ET LE PROCESSUS DE PAIX p.18

A - LE ROLE DES ETATS-UNIS DANS LE PROCESSUS DE PAIX ET LE TRAITE  
S E P A R E I S R A Ë L O -EGYPTIEN  
p .18

1 - L e s a c c o r d s d e C a m p D a v i d  
p.18

- a) Le traité de paix séparé israëlo-égyptien p.19
- b) Mais la persistance du conflit p.20

2 - Le début d'un processus de paix sur fond de guerre libanaise p.20

- a) L e p l a n F A H D p.21
- b) L'invasion israélienne du Liban p.21

B - LA FIN DU MONDE BIPOLAIRE ET LES ACCORDS D'OSLO p.22

1 - La fin du monde bipolaire p.23

- a) La nouvelle politique de M. GORBATCHEV en Union Soviétique p.23
- b) L'intifada : un conflit post-bipolaire p.24

a) La reconnaissance des résolution 242 et 338 par l'OLP	p.25
b) La poignée de mains de MM. RABIN et ARAFAT	p.26

### GUIDE CHRONOLOGIQUE

- \_ 1896 Création du mouvement sioniste par Théodore HERZL
- \_ 1917 Déclaration de Lord BALFOUR
- \_ 1922 Mandat SDN britannique sur la Palestine
- \_ 29 novembre 1947 résolution 181 des NU
- \_ 14 mai 1948 naissance de l'Etat d'Israël
- \_ 15 mai 1948 1<sup>ère</sup> guerre
- \_ 1950 la Transjordanie annexe la Cisjordanie et devient la Jordanie.
- \_ 1956 2<sup>ème</sup> guerre
- \_ 1964 Création de l'OLP
- \_ 1967 3<sup>ème</sup> guerre (dite des 6 jours) et résolution 242 des NU
- \_ 1969 M.ARAFAT chef de l'OLP
- \_ 1973 4<sup>ème</sup> guerre (dite du kippour) et résolution 338 des NU
- \_ 1978 Camp David
- \_ 1981 plan FAHD

- \_ 1982 ISRAEL envahit le Liban
- \_ 1987 Intifada
- \_ 1988 La Jordanie rompt les liens avec la Cisjordanie (fin de l'annexion de 1950)
- \_ 1988 reco résolution 242 et 338 par l'OLP
- \_ Accords d'Oslo
- \_ 1991 conférence de Madrid
- \_ 1993 poignée de mains entre MM. RABIN et ARAFAT à la Maison Blanche

## I) 1948-1974, LES QUATRE GUERRES ISRAELO-ARABES, L'UNITE ARABE, ET L'ASCENSION DE M. ARAFAT

Le 29 novembre 1947, à Tel-Aviv, une foule juive enthousiaste célèbre l'adoption, par l'Assemblée générale de l'ONU, de la résolution 181 sur le partage de la Palestine entre un Etat juif et un Etat arabe. Trois guerres, surtout celle dite des six jours de 1967, permettent à l'Etat d'Israël d'étendre son territoire aux dépens de ses voisins arabes (A).

Une quatrième guerre, celle dite du kippour de 1973, consacre la suprématie militaire d'Israël, mais dans le même temps un homme s'impose comme chef de file du peuple palestinien et de l'OLP : M. YASSER ARAFAT (B) .

### A - 1917-1967, L'IMPLANTATION ET L'EXTENSION DE L'ETAT D'ISRAEL

On ne peut prétendre relater l'historique du conflit israëlo-arabe, sans revenir sur les modalités de la création de l'Etat d'Israël (1) ; nous envisagerons ensuite ses conquêtes territoriales jusqu'à l'issue de la guerre des « six jours » (2).

## 1- La création de l'Etat d'Israël

Après un demi siècle de luttes entre juifs et arabes pour s'implanter en Palestine, et la consécration juridique par l'ONU, l'Etat d'Israël est créé le 14 mai 1948 (a) ; Mais le lendemain éclate la première guerre israëlo-arabe, qui entraîne un exode massif des Palestiniens (b).

### a) historique

La période des mandats durant l'entre-deux-guerres, est la dernière période où l'on peut trouver une Palestine ayant une existence juridique. La Palestine est alors sous mandat britannique (1922 : pour la Grande-Bretagne, la Transjordanie, l'Irak et la Palestine ; pour la France, le Liban et la Syrie).

Dans le mandat concernant la Palestine, il est précisé que Londres devra : « contribuer à établir un foyer national pour le peuple juif », comme le prévoyait la déclaration de leur ministre des affaires étrangères Lord BALFOUR en 1917. Londres répond ainsi au projet du mouvement sioniste, créé par le journaliste autrichien Théodore HERZL en 1896, mais aussi à l'immigration en terre sainte de nombreuses familles juives fuyant les pogroms, ou tout simplement l'anti-sémitisme, qui se développe en Europe centrale. Le texte de la Société Des Nations (SDN) stipule aussi, qu'il faudra : « assurer la sauvegarde des droits civils et religieux de tous les habitants de la Palestine ».

Pourtant, en mai 1939 après une révolte arabe contre l'implantation de plus en plus nombreuse des juifs en Palestine, qui fait près de 7000 morts en trois ans, le gouvernement anglais renie la déclaration BALFOUR et prévoit de créer avant dix ans un Etat palestinien unique et limite l'immigration juive à 75.000 arrivants en cinq ans, après quoi celle-ci sera soumise au consentement arabe.

Mais la défaite du nazisme et la découverte de l'Holocauste renforce la légitimité du dessein sioniste. A l'immobilisme britannique en Palestine répondent la guérilla et le terrorisme juifs,



oeuvres de l'Irgoun (une milice paramilitaire sioniste créée en 1937). En mars 1945, au Caire, cinq pays, l'Egypte, la Syrie, le Liban, l'Irak et la Transjordanie créent la Ligue Arabe.

Lors d'une réunion secrète à Paris, en août 1946, la direction de l'Agence juive se rallie à la solution du partage avec pour objectif le soutien de l'Amérique, en qui elle place désormais ses espoirs. Très vite, le président Harry TRUMAN donne son accord à une partition, mettant ainsi fin à plusieurs années d'atermoiements.

Le 13 mai 1947, l'ONU désigne une commission d'enquête spéciale (Unscop), qui débarque en Palestine, où elle commence ses auditions. L'Agence juive défend sa cause, force documents à l'appui. Le Haut Comité arabe, sûr de son bon droit, boycotte la commission, mais sa rigidité contraste avec la souplesse tactique des sionistes. Ainsi, trois mois plus tard, l'Unscop rend son verdict : elle recommande, à la majorité, le partage de la Palestine.

Le débat s'ouvre en séance plénière de l'Assemblée générale le 21 octobre 1947 sous la coupole de l'ancienne patinoire de « Flushing Meadows », où la jeune ONU a élu domicile. Face aux Juifs, prêts à d'ultimes concessions, les Arabes sont solidaires dans leur refus de ce qu'ils tiennent pour une décision illégitime. Après de nombreuses manoeuvres diplomatiques, durant lesquelles les juifs obtiennent le soutien de l'Union Soviétique et de la France, Le décompte final a lieu le samedi 29 novembre 1947, trente ans mois pour mois après la déclaration BALFOUR, il en ressort 33 «oui » pour la partition, 13 « non » et 10 abstentions. Le seuil fatidique des deux tiers des suffrages exprimés est franchi, le partage de la Palestine entre un futur Etat juif et un futur Etat palestinien<sup>3</sup> est donc adopté par cette résolution des NU qui porte le numéro 181.

A la suite de cette résolution, les affrontements armés sont quotidiens entre les deux communautés, car chaque camp veut marquer son territoire. Militairement, les Palestiniens offrent peu de résistance aux milices armées juives. Depuis des mois, David BEN GOURION et les groupes armés juifs envisagent d'élargir les frontières nées de la partition et, surtout, de modifier sur le terrain le rapport démographique entre juifs et arabes. Perpétré par les milices de l'Etzel, de Menahem BEGIN, et du Lehi, le massacre de Deir Yassine (entre 120 et 250 civils assassinés, le reste de la population étant expulsée du village) symbolise cette volonté de terroriser les Palestiniens pour qu'ils fuient. Commis le 9 avril 1948, il se situe dans le cadre d'un plan militaro-politique, dit « plan D », présenté par David BEN GOURION à son état-major fin mars, qui induit implicitement l'expulsion massive des Palestiniens.

De plus, ce plan de partage et le statut de Jérusalem sont rejetés par les pays arabes, qui le 15 mai 1948, le lendemain de la naissance de l'Etat hébreu, déclarent la guerre à Israël.

---

<sup>3</sup> La résolution 181 dote aussi Jérusalem d'un statut international, comprenant Bethléem, pour éviter que la ville ne devienne un enjeu national.

## b) La première guerre israëlo-arabe et l'exode des Palestiniens

Cette guerre, déclenchée le 15 mai 1948, est perdue par les arabes après 7 mois de conflit. Elle s'achève pour les Palestiniens, par la « Nakba », c'est-à-dire la catastrophe de l'exode.

Environ 50.000 Palestiniens sont expulsés après les accords d'armistice, au motif de sécuriser les frontières. Dans toutes les villes, les dizaines de milliers de maisons abandonnées servent à loger les immigrants juifs. Quant aux quelques 450 villages palestiniens situés à l'intérieur des frontières du nouvel Etat juif, les trois-quarts sont rasés et leurs terres distribuées. Bénéficiant d'un rapport de forces favorable et du soutien politico-militaire de la communauté internationale, Israël sort largement gagnant de la guerre. Les frontières d'armistice, établies en 1949, lui laissent un territoire agrandi de moitié, et ne respectant pas le statut international de Jérusalem, il s'accapare la partie ouest de la ville (la partie est étant rattachée à la Transjordanie)<sup>4</sup>. Il ne reste sur son sol que 160.000 Palestiniens, ces « Arabes » placés sous un régime de gouvernement militaire et auxquels s'imposent les « lois d'urgence » britanniques que les Israéliens ont intégrées à leur arsenal juridique.

Par une funeste ironie de l'histoire, le sionisme engendre un « peuple sans terre », entassé dans des villages de tentes miséreux, à Gaza, en Cisjordanie, en Jordanie, autour de Damas, de Beyrouth et au Liban sud ; mais aussi un peuple scindé en deux, entre ceux qui ont quitté leurs foyers et ceux qui y sont restés.

Après la « Nakba », le temps semble s'arrêter pour les Palestiniens. Politiquement, ils n'existent plus. Divisé, leur mouvement national est exsangue. Seule perdure la question, strictement humanitaire, des réfugiés. Pour eux, l'ONU crée en 1949, avec l'UNRWA, le premier commissariat aux réfugiés. Israël ne se reconnaît aucune responsabilité dans leur situation. « Si les Palestiniens restent à l'état de réfugiés, la seule faute en incombe aux Etats arabes » qui refusent de les installer chez eux, explique-t-on à Jérusalem ouest.

Cette première guerre est donc déjà source de conquêtes territoriales pour Israël, mais ces dernières peuvent être considérées comme la mise en pratique sur le terrain du plan de partage

---

<sup>4</sup> La vraie coupure de la ville en deux date de cette époque. En effet, la ligne d'armistice entre Arabes et Israéliens dite ligne verte coupe Jérusalem en deux au sortir de la guerre de 1948.

de l'Unscop, alors qu'avec celles issues de la guerre dite des six jours, on peut parler d'une extension territoriale de l'Etat hébreu.

## 2- Les conquêtes territoriales d'Israël

Le conflit dit de Suez en 1956, qui intervient au moment où les Palestiniens subissent encore le poids de leur exode et traversent une période d'inexistence politique, permet aux Israéliens de réduire la capacité de nuire des forces armées égyptiennes récemment équipées de matériel soviétique (a) ; alors que la guerre dite des six jours de 1967 agrandit considérablement leur territoire (b).

a) La deuxième guerre israëlo-arabe et l'absence des Palestiniens sur la scène régionale et internationale

Deux événements importants sont à retenir avant cette guerre de 1956.

Tout d'abord, en 1950 la Transjordanie annexe la Palestine arabe (la Cisjordanie) et devient la Jordanie.

La même année, Jérusalem est proclamée capitale d'Israël par le gouvernement hébreu, plusieurs institutions du pays quittent alors Tel-Aviv pour s'y installer. La ville à l'ouest de la ligne verte se développe : des bâtiments administratifs, de nouveaux logements sont construits pour les juifs immigrants, car l'Etat hébreu accueille les juifs de la diaspora qui choisissent de venir vivre en Israël.

En 1956 les Israéliens sont inquiets du réarmement des Egyptiens, qui viennent d'acquérir, en particulier, une centaine de Migs 15 rendus célèbres par la guerre de Corée, ainsi que 48 bimoteurs Iliouchine et 28 bombardiers légers, alors qu'Israël ne possède, à cette époque, que 50 chasseurs Météors britanniques ou Ouragans français surclassés par les Migs. Afin d'annihiler cette menace, ils décident de s'associer aux Français et aux Anglais, qui souhaitent, eux, punir le colonel NASSER<sup>5</sup> pour avoir nationaliser le canal de Suez, qui leurs appartenait.

---

<sup>5</sup> NASSER (Gamal Abdel) est né en 1917 à Beni mor et mort au Caire en 1970. Inspirateur du mouvement des officiers libres, qui renversa le roi Farouk en 1952 et proclama la république en 1953, il s'empara du pouvoir en 1956 et ne le quitta plus jusqu'à sa mort.

Au cours d'une campagne militaire de cinq jours débutée le 25 octobre 1956, les troupes franco-anglaises détruisent la moitié de l'aviation égyptienne<sup>6</sup>, alors que les israéliens entrent sur le territoire égyptien et progressent à travers le Sinaï jusqu'au canal de Suez. Cependant sous la menace nucléaire de l'Union Soviétique et la pression diplomatique et financière des Etats-Unis, la coalition israélo-franco-britannique doit se retirer des positions conquises.

Bien que constituant militairement un succès, la campagne de Suez de 1956 ne modifie pas en profondeur l'équilibre des forces entre Israël et ses voisins. On pourrait presque affirmer que ce fut même le contraire. Une fois de plus, la guerre montre son incapacité à traduire une victoire militaire en réalisation politique. Non seulement il n'est plus question de contraindre l'autre camp à modifier sa diplomatie et à faire la paix, mais encore Israël ne peut conserver aucun des avantages acquis, notamment le Sinaï. En effet, sous une forte pression internationale, le gouvernement hébreu doit se replier sur ses bases au début de l'année suivante. La campagne toutefois, n'est pas sans bénéfices : le premier consiste à démontrer la capacité de la force israélienne de défense<sup>7</sup> à dominer ses adversaires ; de même, le trafic maritime et aérien d'Israël est rétabli dans le détroit de Tiran ; enfin, la péninsule du Sinaï est démilitarisée et une force de paix de l'ONU est mise en place entre Israël et son adversaire le plus puissant.

Le conflit de Suez ne concerne guère les Palestiniens, dont l'absence sur la scène régionale et internationale, due à leur défaite, diplomatique, militaire et à leur exil, va durer une quinzaine d'années à partir de la première guerre israélo-arabe. En effet, après la guerre de 1948, en dépit du conflit de Suez, le calme règne aux frontières israéliennes. Instruits par le passé, de nombreux jeunes intellectuels palestiniens se méfient des régimes arabes, pour lesquels le sort malheureux de la Palestine sert souvent de dérivatif aux problèmes internes. Parmi eux, trois hommes ont acquis la certitude que leur peuple doit désormais être l'acteur de son propre destin. MM. Yasser Arafat (Abou AMMAR), Khalil AL WAZIR (Abou JIHAD) et Salah KHALAF (Abou IYAD) se sont rencontrés au Caire, au sein de l'Union des étudiants palestiniens. Ensemble, ils fondent en 1959, au Koweït, le Fatah<sup>8</sup>, qui se donne pour but l'autonomie du mouvement national et la reconquête de la Palestine par la lutte armée.

Il leur faut d'abord forger une organisation, convaincre les intellectuels dispersés dans le monde arabe et les jeunes des camps de réfugiés de rejoindre le Fatah. Les candidats ne manquent pas, au sein d'une jeunesse désœuvrée et désespérée. Mais les premières incursions

---

<sup>6</sup> 3 escadrilles de chasse françaises et une de transport furent même intégrées au dispositif et opèrent à partir du territoire israéliens.

<sup>7</sup> La force israélienne de défense est célèbre sous le nom de « Tsahal »

<sup>8</sup> De son côté, en 1964, Ahmed CHOUKEÏRI fonde l'OLP au Caire, mais son organisation apparaît, à cette époque, comme inféodée à la diplomatie égyptienne.

de combattants du Fatah en territoire israélien n'interviennent pas avant janvier 1965. Et jusqu'en 1967, on en dénombre à peine une dizaine.

Survient alors, la guerre dite des six jours, qui redistribue toutes les cartes. En effet, Israël profite de cette guerre pour augmenter considérablement son territoire.

#### b) La guerre des « six jours »

Israël et ses voisins se rejettent la responsabilité de la guerre dite des six jours (5-10 juin 1967). Elle succède à une forte montée des tensions : menaces de l'état-major israélien contre la Syrie au sujet des eaux du Jourdain, défilé militaire de Tsahal à Jérusalem contraire aux accords d'armistice, demande du Caire de retrait des casques bleus à la frontière, fermeture du golfe d'Akaba aux navires vers Eilat et ralliement d'Amman et de Bagdad au pacte militaire égypto-syrien.

Le 5 à l'aube, l'aviation israélienne attaque et détruit les forces aériennes égyptiennes. Israël s'empare du Sinäi, puis du plateau syrien du Golan. Il conquiert surtout Gaza et la Cisjordanie, dont la partie arabe de Jérusalem (Jérusalem est), qu'il proclame aussitôt ville réunifiée. Ce qui est réunification de la ville pour Israël, est occupation pour les pays arabes et les Palestiniens, mais pas seulement pour eux. Car tous ces territoires sont considérés comme occupés par les NU dans la résolution 242 de 1967 qui appelle à : « la reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chaque Etat de la région et le droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues ».

De la période 1947-1967, deux dates sont à retenir : 1964, création de l'OLP et 1967 guerre des six jours ; et deux résolutions des NU, la 181 de 1947 qui crée deux zones en Palestine et la 242 de 1967 qui prône le respect de la souveraineté des Etats dans la région (sous-entendu y compris d'un Etat Palestinien qui n'existe pas encore).

Deux événements vont marquer la période de 1967 à 1973 : l'ascension d'un homme Monsieur Yasser ARAFAT et sa prise en main du destin du peuple Palestinien ; et la consécration de la suprématie militaire d'Israël par la quatrième guerre israélo-arabe.

## B - LA SUPREMATIE MILITAIRE D'ISRAËL ET L'ASCENSION DE M ARAFAT

De 1967 à 1974, il va y avoir confirmation de la suprématie militaire d'Israël dans la région (2) ; et l'ascension à la tête de l'OLP de M.Yasser ARAFAT (1).

### 1 - La consécration de M.Yasser ARAFAT en tant que chef de l'OLP

Dans un premier temps, M.ARAFAT devient le chef de file de l'OLP (a) ; puis son organisation accède à une reconnaissance internationale (b).

#### a) L'ascension de M.ARAFAT à la tête de l'OLP

En décembre 1967, Ahmed CHOUKEÏRI démissionne de son poste de chef de l'OLP, car il est conscient qu'il doit laisser la place à une génération plus combative. Justement un jeune chef du Fatah, Monsieur ARAFAT<sup>9</sup>, sort de l'ombre à l'occasion du combat de Karameh (village de Cisjordanie) durant lequel les palestiniens qu'il mène, luttent héroïquement contre les blindés et les parachutistes israéliens. En avril 1968, il devient même le porte parole du Fatah et en juillet NASSER l'invite à se joindre à lui lors d'une visite à Moscou. Fort de cette reconnaissance, c'est Monsieur ARAFAT, qui est désigné par le Conseil national palestinien (CNP), en février 1969 pour prendre la tête de l'OLP.

Après l'avoir réorganisée et contrôlée, il lance l'OLP dans une guerre terroriste du faible au fort culminant avec la prise d'otages des jeux olympiques de Munich en 1972. Mais en septembre 1970, son organisation et son peuple sont militairement chassés de Jordanie par le roi HUSSEIN inquiet de l'ampleur de l'implantation de l'OLP dans son pays. Cet événement est depuis lors appelé « septembre noir » par les Palestiniens. Monsieur ARAFAT, son organisation et son peuple se réfugient alors en grande partie au Liban.

Dans le même temps, Monsieur ARAFAT travaille pour la reconnaissance internationale de son organisation.

#### b) la reconnaissance internationale de l'OLP

Le cycle d'attentats anti-israéliens, « anti-impérialistes » et de prises d'otages qui ne connaissent pas de frontières, quoiqu'on en pense par ailleurs, est destiné à rappeler au monde que rien ne se fera au Proche-Orient sans l'accord des Palestiniens.

---

<sup>9</sup> Monsieur ARAFAT est né au Caire le 4 août 1929, il est le 6<sup>ème</sup> enfant d'une famille palestinienne de Gaza. C'est à l'âge de 30 ans que l'ingénieur Mohammad Abdel Raouf Arafat Al Koudoua Al Hussein (son vrai nom), alors employé du département des travaux publics de l'émirat du Koweït, entre véritablement en politique. En effet, c'est en 1959 qu'avec deux camarades, il met sur pied le Fatah.

L'OLP réunie au Caire en janvier 1973 crée un Front national unifié dans les territoires occupés. Elle en récolte les fruits près de deux ans plus tard, lorsque la population se soulève, comme en écho au discours de Monsieur ARAFAT devant l'Assemblée générale des NU, le 23 novembre 1974, qui se dit « porteur d'un rameau d'olivier et d'un fusil de révolutionnaire » et du « rêve » d'un « Etat démocratique où chrétiens, juifs et musulmans vivraient en toute égalité ». C'est le début d'une contestation quasi permanente de l'occupation. Mais surtout ce discours représente une reconnaissance internationale de l'OLP après les sommets arabes d'Alger (novembre 1973) puis de Rabat (octobre 1974), qui reconnaissent l'OLP comme l'unique représentant légitime du peuple palestinien<sup>10</sup>. De plus, l'OLP obtient, dans la foulée, un statut d'observateur à l'ONU.

Pourtant, l'année 1973 est aussi celle de la quatrième guerre israélo-arabe, qui consacre la suprématie militaire d'Israël au Proche-Orient.

## 2 - L'établissement de la suprématie militaire d'Israël

La période 1947-1974 s'achève par une quatrième guerre israélo-arabe en octobre 1973, dite guerre du Kippour, qui est une fois de plus une victoire militaire pour Israël (a) ; mais l'on peut considérer, en dépit de cette domination militaire d'Israël, que des éléments importants sont en place en 1974, année que l'on peut qualifier d'année charnière dans l'histoire de ce conflit (b).

### a) La guerre du « Kippour »

---

<sup>10</sup> Y compris le roi HUSSEIN de Jordanie malgré « septembre noir »



Comme en 1956 et 1967, le facteur essentiel en 1973 est la surprise, mais qui joue cette fois en faveur des arabes. Pourtant, nombre d'études montrent que les signes précurseurs ne manquent pas : la concentration de 300 000 hommes, de milliers de chars et pièces d'artillerie, de matériels lourds de franchissement ne pouvaient échapper à l'observation. D'autres avertissements, tels que les exercices de franchissement du canal, la mise en alerte immédiate ou le départ précipité des familles des conseillers soviétiques moins de 48 heures avant l'offensive, auraient dû éveiller l'attention des Israéliens. Mais toutes les mises en garde lancées individuellement, à divers niveaux, par l'un ou l'autre fonctionnaire ou militaire sont mal interprétées par Madame MEIR, alors chef du gouvernement hébreu, mais ignorant même ce qu'est une division.

Bien que plus faciles à défendre, les lignes de front de 1973 ne permettent pas à Israël, victime de la surprise, de tirer autant parti qu'en 1967 de sa position géographique entre les pays arabes. Les fronts sont désormais beaucoup plus éloignés et n'autorisent le basculement que de quelques rares unités entre le front du Golan et celui du Sinaï au cours du conflit. Même l'aviation découvre qu'elle ne peut opérer comme une force unifiée et se trouve initialement confrontée au problème insoluble d'endiguer simultanément une offensive arabe lancée sur deux fronts. Ultérieurement, elle se scinde en deux entités virtuellement indépendantes, dont chacune est affectée à un front particulier. L'avantage théorique procuré par l'occupation de territoires plus étendus semble, en outre, avoir été gaspillé, notamment par le souci de tenir chaque pouce de terrain, ce qui empêche de libérer assez d'espace pour manoeuvrer.

En dépit de cette attaque surprise qui bouscule les israéliens dans un premier temps, ces derniers, après avoir perdu du terrain face aux Syriens, aux Jordaniens, mais surtout face aux Egyptiens dans le Sinaï, réussissent grâce à une belle contre-offensive des généraux RAFUL et LAMMER au nord, à une audacieuse manoeuvre du général SHARON sur le canal de Suez, et à la supériorité aérienne, à renverser le cours des combats et à remporter une nouvelle victoire militaire.

Mais comme toujours, la victoire militaire ne suffit pas à résoudre un conflit dont l'apaisement et le terme ne peuvent survenir à la suite d'une solution politique.

b) 1974 : une année charnière

A la suite de cette 4<sup>ème</sup> victoire israélienne, toujours en 1973, le Conseil de sécurité des NU adopte la résolution 338 qui reprend les principes posés par la 242. Ainsi se sont désormais ces trois résolutions des NU (181, 242 et 338), qui constituent les textes de référence pour les négociations de paix qui vont commencer à partir de l'année charnière de 1974. Car à compter de cette date, deux éléments importants sont mis en place : l'Etat d'Israël a une suprématie militaire incontestée face à ses voisins arabes ; le peuple palestinien est désormais représenté par une organisation, l'OLP et un homme, Monsieur ARAFAT.

Ces deux éléments influent sur l'histoire du conflit israélo-arabe de la manière que nous allons étudier maintenant dans une deuxième partie.

## II ) 1974-1993, LA DESUNION ARABE ET LE PROCESSUS DE PAIX

Dans un premier temps nous étudierons le rôle des Etats-Unis dans le processus de paix et le traité séparé israélo-égyptien (A).

Puis nous envisagerons les conséquences de la fin du monde bi-polaire sur le processus de paix engendré par les accords d'Oslo (B).

### A - LE ROLE DES ETATS-UNIS DANS LE PROCESSUS DE PAIX ET LE TRAITE SEPRE ISRAELO-EGYTIEN

Le président SADATE, successeur de NASSER, à la tête d'une Egypte déconfite par sa défaite militaire, opère une bascule de ses alliances de l'Union Soviétique vers les Etats-Unis. Il en résulte un processus de paix israélo-égyptien soutenu par les américains (1).

Ce processus engendre un espoir de paix, mais celui-ci se révèle être limité à l'Egypte et à Israël, car dans le même temps la guerre a éclaté et se développe au Liban (2).

### 1 - Les accords de Camp David

Le renversement d'alliance des égyptiens débouche sur un traité de paix séparé israélo-égyptien (a).

Mais le conflit persiste entre Israël et les autres protagonistes arabes (b).

#### a) Le traité de paix séparé israélo-égyptien

En 1975, un an après l'accueil triomphal de Monsieur ARAFAT par l'Assemblée générale des NU, la guerre civile éclate au Liban, que la présence palestinienne a transformé en arsenal et en poudrière depuis 1970 date de leur expulsion de Jordanie.

En 1976, à la demande de la Ligue arabe, la Syrie intervient militairement au Liban afin de tenter de séparer les protagonistes, et dans un but inavoué de s'installer dans un pays qu'elle considère comme sien. C'est aussi cette année là, que les troupes d'élite israéliennes réussissent un coup d'éclat en libérant des otages détenus par des terroristes palestiniens à Entebbe en Angola.

Alors que depuis deux ans la situation s'envenime au Liban, en 1977, le président égyptien SADATE, dont le pays se remet difficilement de la défaite de 1973 et qui opère un renversement d'alliance de l'Union Soviétique vers les Etats-Unis pour des raisons militaires et économiques, décide de rendre visite à Israël. Cette main tendue des Egyptiens aux Israéliens est encouragée par les Etats-Unis, et les pourparlers qui s'ensuivent débouchent sur les accords de Camp David<sup>11</sup> et la célèbre poignée de mains entre SADATE et BEGHIN<sup>12</sup>, en présence du président américain Monsieur CARTER, en 1978.

Le traité de paix israélo-égyptien de 1979 consacre ces accords. Israël restitue le Sinai conquis en 1967 ; en échange l'Egypte reconnaît Israël et devient donc le premier pays arabe à le faire.

En dépit de cet espoir de paix, le conflit persiste entre Israël et les autres protagonistes arabes.

## b) La persistance du conflit

Mais un an après le traité de paix israélo-égyptien de 1979, les négociations sur la Cisjordanie échouent avec la Jordanie. De leur côté, les neuf pays de la Communauté Economique Européenne (CEE) appellent à Venise à l'autodétermination du peuple palestinien et souhaitent que l'OLP soit associée à toutes les négociations de paix dans la région. Cette paix séparée avec l'Egypte semble donc sans lendemain, tout du moins ne correspond en rien avec l'avènement de la paix dans la région.

En réaction à ces évolutions défavorables, le Parlement israélien vote une loi fondamentale le 30 juillet 1980 qui proclame : « Jérusalem entière et réunifiée, comme capitale d'Israël ». A l'exception du Costa Rica et du Salvador, personne ne reconnaît Jérusalem comme capitale

---

<sup>11</sup> Résidence du président des Etats-Unis à côté de Washington

<sup>12</sup> Chef du gouvernement israélien de l'époque

d'Israël, toutes les représentations diplomatiques, y compris celles des Etats-Unis, restent à Tel-Aviv, car toutes les grandes capitales constatent le non règlement de la question palestinienne.

A son tour, l'Organisation de la Conférence Islamique, qui est une véritable internationale islamique, proclame en 1981 la guerre sainte contre Israël, qui de son côté décide de bombarder et de détruire la centrale nucléaire civile irakienne (construite par les Français) de Tammouz.

Toujours la même année le président SADATE et l'ambassadeur de France au Liban sont assassinés par des activistes islamiques.

Pourtant le processus de paix va être relancé par un autre dirigeant arabe, le roi FAHD d'Arabie Saoudite.

## 2 - Le début d'un processus de paix sur fonds de guerre libanaise

L'espoir d'une paix solide proposée par le plan FAHD (a), s'estompe bien vite derrière le fracas du conflit libanais dans lequel Israël intervient directement en 1982 (b).

### a) Le plan FAHD

Pourtant la même année en 1981, un espoir de paix renaît sur fonds de guerre civile libanaise. Le plan FAHD, du nom du roi d'Arabie Saoudite, reprend à son compte la résolution 242 des NU, ce qui est une reconnaissance implicite de l'Etat d'Israël. Cette intervention saoudienne est logique, car en dépit de son opposition chronique à l'Etat hébreu, l'Arabie Saoudite reste un allié fidèle des Etats-Unis dont elle dépend pour sa sécurité, notamment dans un contexte de guerre irano-irakienne (débutée en 1980) qui l'inquiète.

En 1982, alors qu'un sommet arabe semble favorable à l'adoption du plan FAHD l'armée israélienne décide d'intervenir au Liban.

## b) L'invasion israélienne du Liban

En 1982 sous le commandement du général SHARON, Israël, pour contrer les attaques de l'OLP soutenue par le Hezbollah (faction chiite libanaise soutenue par l'Iran devenu République islamique en 1979), qui mène des raids et bombarde de façon sporadique le nord d'Israël, envahit le Liban : c'est l'opération « paix en Galilée ». L'armée israélienne va jusqu'à Beyrouth, et pour la deuxième fois l'armée française réussit à exfiltrer Monsieur ARAFAT (la première fois ce fut à Tripoli en 1976 lorsqu'il fut menacé par l'armée syrienne). Mais la même année, des centaines de femmes, d'enfants et de vieillards palestiniens sont massacrés dans les camps de Sabra et Chatila par des miliciens chrétiens dans un secteur contrôlé par le général SHARON. Ce dernier est relevé de son commandement sur ordre d'une commission d'enquête diligentée par le Parlement israélien.

En 1983, lors d'une attaque terroriste présumée islamiste à Beyrouth, environ 70 parachutistes français dans l'immeuble Drakkar et 250 soldats américains dans une ancienne caserne de l'armée libanaise sont tués dans un attentat à l'explosif.

Après quelques années de présence, l'armée israélienne évacue le nord du Liban en 1985 et reste implantée au sud en soutien de l'armée du Liban sud (ALS) composée essentiellement de chrétiens libanais.

Comme nous le constatons, les événements se bousculent et le Proche-Orient est un foyer actif, un volcan en constante éruption résultant surtout de l'histoire des communautés et des Etats de la région, mais aussi des frictions est-ouest par belligérants interposés, les Etats-Unis soutenant fortement Israël et l'Union Soviétique la cause arabe.

Mais une rupture intervient dans le contexte international, ce qui va provoquer une relance du processus de paix.

## B - LA FIN DU MONDE BIPOLAIRE ET LES ACCORDS D'OSLO

Nous sommes arrivés en 1985, année de l'avènement au pouvoir en Union Soviétique de Monsieur GORBATCHEV qui lance son pays dans une politique extérieure allant à l'opposé de ses prédécesseurs, ce qui entraîne la fin de l'ordre bipolaire (1).

Ce nouveau contexte international engendre un nouveau processus de paix (2).

### 1 - La fin du monde bipolaire

La politique intérieure de « Perestroïka » ( nouvelle pensée politique) et de « Glasnost » (transparence) dans les relations internationales entraîne l'effondrement de l'Union Soviétique (a).

Pourtant privé du soutien de cette ex-superpuissance, le peuple palestinien se soulève contre l'occupation israélienne à Gaza et en Cisjordanie (b).

#### a) La nouvelle politique de M.GORBATCHEV en Union Soviétique

En 1985, Monsieur GORBATCHEV prend le pouvoir dans un Empire Soviétique essoufflé par sa rivalité avec les Etats-Unis. Il décide de lancer son pays dans une nouvelle politique, la « Perestroïka » mais celle-ci initiée au centre déstabilise l'Empire tout entier, mais aussi tous ses alliés de par le monde. Ainsi, autrefois directement soutenue par l'Union Soviétique, la cause arabe et palestinienne est délaissée par Monsieur GORBATCHEV, trop accaparé par de graves problèmes internes à l'Empire.

Dès l'instauration de la « nouvelle pensée politique », Moscou délaisse son rôle au Proche-Orient et appelle au renforcement de l'action des NU pour régler les grands problèmes mondiaux et les conflits régionaux. Cette très nouvelle attitude a été parfaitement exposée par Monsieur GORBATCHEV dans un discours capital prononcé, le 7 décembre 1988, devant l'Assemblée générale des NU elle-même.

Néanmoins, les Palestiniens abandonnés à eux-mêmes inventent une nouvelle forme de lutte contre l'Etat hébreu.

#### b) L'intifada : un conflit post-bipolaire

Les Palestiniens et les pays arabes lâchés par leur protecteur sont un peu désorientés, et c'est le peuple des territoires occupés par Israël, qui relance le conflit sous une nouvelle forme, que nous qualifierons de post-monde bipolaire.



En effet les Palestiniens des territoires occupés s'attaquent aux forces israéliennes à coups de pierres, c'est une guerre des pierres nommée « Intifada » à laquelle Israël est confronté en 1987.

Il s'agit là d'un véritable contournement de la puissance militaire d'Israël, car les jeunes Palestiniens (en effet ce sont essentiellement des jeunes des territoires occupés qui participent à ces émeutes) s'attaquent à la machine de guerre israélienne uniquement avec des frondes. Dans cet Intifada, Tsahal souffre d'un déficit d'image, car ses moyens répressifs et son action sont souvent disproportionnés par rapport à la force de l'adversaire. Il en résulte une grande perte de prestige et une baisse de moral pour l'armée israélienne plus apte à combattre dans un conflit de haute intensité. En effet, la violence de la répression est condamnée par une grande partie des médias et de l'opinion publique internationale.

L'OLP et Monsieur ARAFAT sont d'abord surpris par ce mouvement du peuple, qui semble spontané ou peut-être déjà encadré par le Hamas (parti fondamentaliste musulman palestinien soutenu par l'Iran). Mais très vite Monsieur ARAFAT et son organisation reviennent au devant de la scène, aidés en cela par le roi HUSSEIN de Jordanie, qui rompt ses liens en 1988 avec la Cisjordanie (occupée par Israël depuis la guerre des six jours de 1967) mettant fin à l'annexion de 1950 et rendant réalisable la possibilité de transformer cette Cisjordanie en Etat palestinien, même si à cette date nous n'en sommes pas encore là.

L'Intifada agit ainsi comme un révélateur pour les parties en présence, qu'il existe peut-être un chemin, qui puisse mener vers une solution politique. En effet, les Jordaniens préfèrent ne plus avoir de liens avec une Cisjordanie en proie à une violence quotidienne, dont ils subissent les conséquences jusque sur leur territoire. Les Palestiniens sentent que la communauté internationale ne verrait pas d'un mauvais œil, la création d'un Etat palestinien, pourvu que le conflit cesse, et si c'est le cas, les territoires occupés semblent le lieu d'implantation naturel pour cet Etat. Quant aux Israéliens, ils sont conscients du poids démographique croissant, et supérieur au leur, des Palestiniens dans ces territoires. De plus, tous les protagonistes de cette région du monde sont las d'un conflit, qui semble sans solution.

## 2 - Le processus de paix d'Oslo

La fin du monde bipolaire laisse espérer, que les protagonistes du conflit profitent de cette nouvelle donne dans les relations internationales pour rechercher un terrain d'entente et mettre un terme à leur querelle.

Les Palestiniens, par la voix de leur chef, M ARAFAT, font un pas en reconnaissant les résolutions 242 et 338 des NU (a). Un processus de paix, parrainé par les Etats-Unis désormais seule superpuissance, aboutit à la fameuse poignée de mains entre MM. RABIN et ARAFAT (b).

#### a) La reconnaissance des résolutions 242 et 338 par l'OLP

Profitant de l'annonce jordanienne (abandon de la souveraineté sur la Cisjordanie), l'OLP et Monsieur ARAFAT proclament la même année en 1988, à Alger, la création d'un Etat palestinien (sans territoire pour l'instant) et l'acceptation de négociations sur la base des résolutions 242 et 338 des NU. Ceci représente donc aussi une reconnaissance implicite de l'Etat d'Israël par l'OLP.

1988 est donc une date très importante dans l'historique du conflit israélo-arabe.

#### b) La poignée de mains de MM.RABIN et ARAFAT à la Maison Blanche

Sur la base de la proclamation d'Alger de 1988 de Monsieur ARAFAT, des négociations secrètes sont entreprises. Secrètes, car Israël refuse de reconnaître l'OLP qu'il considère toujours comme une organisation terroriste qui souhaite la mort de l'Etat hébreu.

Ces négociations débouchent sur les accords d'Oslo non publics et sur la conférence de Madrid en 1991 qui regroupe cette fois-ci publiquement Syriens, Israéliens et Palestiniens (ces derniers n'étant pas présents sous l'étiquette OLP du fait du refus d'Israël de reconnaître cette

organisation, néanmoins les responsables palestiniens sont en réalité en contact direct et constant avec Monsieur ARAFAT durant toute la conférence).

1991 est une année très importante encore puisque : l'écroulement de l'Union Soviétique, le 25 décembre 1991, est concrétisé par le traité qui institue à la place la Communauté des Etats Indépendants (CEI) ; c'est aussi l'année de la guerre du Golfe durant laquelle Monsieur ARAFAT se range du côté de l'Irak ; et enfin l'occupation du Liban (moins une partie sud contrôlée par les Israéliens) par les Syriens, ce qui correspond à la fin de la guerre civile dans ce pays.

Mais le président américain Monsieur BUSH senior appelle à un nouvel ordre mondial et ne tient pas rigueur à Monsieur ARAFAT pour sa position durant la guerre du Golfe.

On en arrive à l'année 1993, qui est une sorte d'aboutissement du processus d'Oslo et de Madrid. Une fois de plus sur le sol des Etats-Unis, en présence du nouveau président américain Monsieur CLINTON, à Washington, à la Maison Blanche même, c'est la poignée de mains historique entre le premier ministre israélien Monsieur RABIN et Monsieur ARAFAT, qui symbolise une reconnaissance mutuelle de l'Etat hébreu et de l'OLP en tant que représentant du peuple palestinien, et aussi une déclaration sur l'autogouvernement de certains territoires occupés de Gaza, Jericho d'abord par une autorité palestinienne, en l'occurrence l'OLP et son chef. C'est-à-dire, pas encore un Etat pour les palestiniens, mais une autonomie sur certains territoires. Peu de temps après, le Vatican reconnaît Israël en tant qu'Etat.

Juridiquement, le traité de Washington divise la Cisjordanie en trois zones. La zone A représente les territoires sous le contrôle exclusif de l'autorité palestinienne (environ 19% de la Cisjordanie). La zone B comprend les territoires sous contrôle mixte, où Israël reste responsable de la sécurité (environ 21% de la Cisjordanie). La zone C inclut les territoires sous contrôle exclusif israélien (environ 60% de la Cisjordanie)<sup>13</sup>.

## CONCLUSION

---

<sup>13</sup> cf carte des ANNEXES

Nous en sommes donc arrivés à un réel espoir de paix après un conflit israélo-arabe qui détient une sorte de triste record de longévité des temps modernes, puisque même la guerre du Vietnam n'a duré que trente ans<sup>14</sup>.

Nous avons vu que le conflit a des racines profondes entre les deux communautés juive et islamique, et qu'il a été en plus, jusqu'en 1991, un théâtre de l'opposition américano-soviétique de l'après deuxième guerre mondiale.

Ce conflit est aussi certainement en partie à l'origine du réveil du monde musulman durant le vingtième siècle. Car comme les juifs l'ont fait en réaction des persécutions qu'ils ont subies, le conflit a réveillé le nationalisme arabe et la communauté musulmane qui s'unit et se bat pour la défense de la cause palestinienne.

Mais nous savons hélas que le réel espoir de paix de 1993 s'est effacé derrière la violence revenue et entretenue par les extrémistes des deux camps<sup>15</sup>.

Cependant, l'analyse de ce conflit nous mène à penser qu'il existe tout de même un processus de paix sous-jacent, et que celui-ci a surgi à chaque fois des grandes ruptures qui ont jalonné les affrontements. Ainsi les accords de Camp David naissent des suites de la quatrième guerre israélo-arabe et du renversement d'alliance effectué par l'Egypte, premier pays arabe à reconnaître l'Etat hébreu. Puis c'est l'écroulement de l'Union Soviétique et l'avènement d'un nouveau contexte international, qui engendre le processus d'Oslo et le traité de Washington.

---

<sup>14</sup> Le conflit du Cachemire perdure lui aussi, mais il n'engage que deux nations : l'Inde et le Pakistan.

<sup>15</sup> En effet, dès 1994 un colon israélien tire et tue 52 palestiniens en train de prier au caveau des Patriarches à Hébron. Il s'en suit des attentats terroristes du Hamas et du Hezbollah contre des civils et militaires israéliens. En 1995, M RABIN, toujours premier ministre, est assassiné par un extrémiste israélien. Ce cycle de violence est loin d'être achevé et perdure encore aujourd'hui.

La Cisjordanie compte 144 colonies juives officielles et une vingtaine de colonies « sauvages », où vivent, au total, quelques 171.000 colons. D'après l'opposition israélienne, 25 nouvelles colonies de peuplement ont été créées depuis l'accession au poste de premier ministre en Israël du chef du Likoud, M. Ariel SHARON en mars 2001. Le ministre de l'intérieur indique pour sa part que la population des colonies de peuplement a augmentée de 4833 personnes au cours des six premiers mois de 2001. Monsieur SHARON affirme qu'il ne veut démanteler aucune des colonies de peuplement de Gaza et de Cisjordanie.

Souhaitons que le terrorisme palestinien et la violente répression militaire israélienne actuels opèrent comme une rupture et entraînent un nouveau et peut-être définitif processus de paix.

-----

## BIBLIOGRAPHIE

### OUVRAGES

- Monsieur CHOURAQUI André : Lettre à un ami arabe. Editeur : J.C.LATTES, 1994, p.317.
- Monsieur CARTER Jimmy : Parlons de paix. Editeur : LAFON Michel, 1994, p.244.
- Monsieur DEBIE Frank/FOUET Sylvie : La Paix en miettes : Israel et Palestine (1993-2000). Editeur : PRESSES UNIVERSITAIRES DE France, 2001, p.448.
- Monsieur GRESH Alain : Israël - Palestine : vérités sur un conflit. Editeur : FAYARD, 2001, p.200.
- Monsieur BISHARA Marwan : Palestine/Israël : La paix ou l'apartheid. Editeur : LA DECOUVERTE, 2001, p.123.
- Monsieur RENON Alain : Géopolitique de la Jordanie. Editeur : COMPLEXE, 1996, p.142.

## ARTICLES

- Monsieur GINIEWSKI Paul : Le « droit au retour » des réfugiés palestiniens. Revue : Défense Nationale, 2001, 2001-5, p. 123-134.
- *Le Proche-Orient*. Revue : Cahiers de Mars (les), 2000, n° 167, p. 194.
- Monsieur RAMONET Ignacio (Préfacier) : Proche-Orient : rebâtir la paix. Revue : Manière de voir/Le Monde diplomatique, 2000, n°54, p.97.

## ANNEXES

Cartographie chronologique de la Palestine et de l'Etat d'Israël